

Source Pierre Laberrondo : <http://www.acteurspublics.com/article/07-09-11/reseaute-moi-si-tu-peux> consulté le 7/09/2011

Conseillers ministériels : Réseaute-moi si tu peux !

Au cours des dix dernières années, les conseillers ministériels ont créé des réseaux leur permettant de se retrouver en dehors du cadre professionnel. Avec pour objectif de créer du lien, mais aussi d'étendre leurs relations dans un monde où rien n'est acquis.

Ils s'appellent Connexion parlementaire, La Griffes, réseau Richelieu ou La Bulle et sont totalement inconnus du grand public et même souvent des connaisseurs du milieu politique. Ces réseaux permettent pourtant - ou ont permis - aux conseillers ministériels de la droite, depuis presque dix ans, de tisser des liens en dehors des réseaux traditionnels que sont les associations d'anciens élèves ou les partis politiques.

À mille lieues des revendications statutaires des associations d'assistants parlementaires, ces collaborateurs politiques, qui évoluent dans un monde où, quelle que soit la spécialité (techniciens, politiques ou communicants), le contact et le relationnel restent le cœur du métier, cherchent avant tout à se constituer un puissant réseau, à leurs yeux seul véritable vecteur de reconnaissance. On s'y rencontre dans la bonne humeur autour d'événements fédérateurs, sans avoir de services immédiats à se demander, mais tout en prenant date pour l'avenir...

Ainsi en est-il de Connexion parlementaire. Imaginé par Xavier Taquillain - alors jeune collaborateur du groupe UMP au Palais-Bourbon et proche de Jean-François Copé -, ce rassemblement a été constitué fin 2008 au cours d'un dîner dans un restaurant de Levallois-Perret, avec la bénédiction, sinon l'autorisation, de l'Élysée et de Matignon. Très vite, l'idée a reçu le soutien de "pros" du secteur, comme Jean-Philippe Pierre - passé par les cabinets de François Fillon et de Michèle Alliot-Marie -, Isabelle Deleu - conseillère politique de Christine Lagarde à Bercy - ou Sophie Gaugain, une proche collaboratrice de Xavier Bertrand.

Ticket d'entrée

Des déjeuners ou des dîners sont ainsi organisés en moyenne une fois par mois comme ce fut le cas en mai à Roland-Garros. "On laisse les dossiers au bureau, histoire d'apprendre à se connaître", raconte l'organisateur de ces agapes, Xavier Taquillain, qui réunit à chaque fois 30 à 50 convives.

Le réseau, d'abord informel, grossit vite et les demandes sont nombreuses. Un ticket d'entrée a été institué : travailler comme conseiller politique ou parlementaire au sein d'un groupe parlementaire de la majorité, des présidences des deux assemblées, des cabinets ministériels, à l'Élysée ou Matignon. Les "ex" reconvertis dans le privé ou le public sont bien sûr de la partie, ce qui permet de renforcer sérieusement l'influence du réseau à l'extérieur du milieu. Une association a juridiquement été créée.

Mieux, un site Web qui a coûté 3 500 euros, financé par les cotisations des 150 membres (la plupart de 50 euros et pour quelques-uns de 400 euros), a vu le jour. Connexionparlementaire.fr propose ainsi une partie privée à ses adhérents, qui disposent chacun d'une fiche, avec la possibilité de mettre en ligne son C.V. et surtout d'accéder à des offres d'emploi établies grâce à de bonnes relations avec les entreprises... Utile pour ceux qui veulent en finir avec la vie de

cabinet ou qui se retrouvent sur le carreau quelques heures après un changement de gouvernement.

Au lendemain du remaniement de mars dernier, l'Élysée avait ainsi organisé une réunion avec les représentants de cette association afin de dresser la liste des collaborateurs parlementaires à recaser. Dans le même registre, une autre association a éclos. La Griffe, du nom de la machine qui sert à signer les parapheurs ministériels, réunit les chefs de cabinet du gouvernement et de quelques présidents d'institutions publiques (Assemblée nationale, Sénat, Conseil économique, social et environnemental, etc.) ainsi que les anciens de la "profession", soit presque 200 membres.

"Facilitateur"

Des ministres comme Xavier Darcos ou Nathalie Kosciusko-Morizet ont déjà accueilli dans leur ministère les membres de La Griffe pour un déjeuner. Avec un mot d'ordre simple : "liberté, convivialité, dit son fondateur, Jean-Marie Caillaud, conseiller auprès de la ministre de l'Écologie. Mais c'est vrai que la Griffe joue aussi un rôle de facilitateur." Un nouveau ministre nommé en juillet au gouvernement n'a par exemple pas hésité à faire appel à cette association pour recruter son chef de cabinet.

Évidemment, l'influence de ce type de réseau dépend largement de la conjoncture politique, comme en témoigne l'évolution du réseau Richelieu (lire premier encadré ci-dessous). Né de façon informelle sous le gouvernement Juppé, il s'est formalisé sous le quinquennat de Jacques Chirac. Depuis 2007, le réseau s'est progressivement mis en sommeil. "La Griffe est un réseau qui peut marcher lorsqu'on ne sera plus aux affaires", veut croire Jean-Marie Caillaud, qui a déjà l'expérience de ce type de structure. En 1997, alors que la gauche prend le pouvoir, cet ancien collaborateur de Bernard Pons au ministère de l'Équipement trouve refuge auprès du conseil général des Alpes-Maritimes. Pour maintenir le lien avec ses amis parisiens, il a l'idée de créer La Bulle, un réseau qui n'a cessé depuis de grossir et de gagner en influence. Mais à la différence de La Griffe, il brasse beaucoup plus large. Un éventuel changement de majorité en 2012 serait sûrement un bon test pour éprouver la solidité de ces solidarités...

Le réseau Richelieu relancé et réorienté à la rentrée

Lancé par un ancien des cabinets de Michel Debré, Dominique Perben et Jean-Jacques de Peretti, André Rougé, le réseau Richelieu, qui a compté jusqu'à 200 membres, a d'abord répondu à un besoin : aider les conseillers non fonctionnaires à retrouver du travail. Cette association dont la présidence d'honneur a été confiée en 2002 à l'écrivain Denis Tillinac, qui fut conseiller auprès de la Présidence pour la francophonie, a vu ses membres reçus par plusieurs ministres chiraquiens entre 2002 et 2007. Des rencontres avec des chefs d'entreprise étaient aussi organisées. Ces dernières années, le réseau a été progressivement mis en sommeil. Mais l'envie de se retrouver est toujours là. À l'automne, "la raison sociale du réseau va changer, annonce l'un de ses animateurs. On va plus se tourner vers la réflexion et le débat pour essayer de sortir du politiquement correct". La présidentielle devrait servir de trame de fond...

La Bulle, toujours en apesanteur

D'un petit groupe d'amis partagés entre Paris et la province qui se réunissait à la fin des années 1990 dans un esprit bon enfant, La Bulle - dont le nom entend annoncer l'esprit de décontraction - est devenue un réseau qui compte aujourd'hui plus de 300 membres. Son succès, largement dû à

son éclectisme, ne se dément pas. "C'est très ouvert politiquement", assure son fondateur, Jean-Marie Caillaud. Réseau mi-public, mi-privé, La Bulle accueille aussi bien des conseillers ministériels ou des journalistes que des prêtres, des militaires, des magistrats, etc. La majorité d'entre eux a entre 30 et 50 ans et peut se retrouver toutes les six semaines, lors de sorties, de dîners-débats ou d'événements liés à la culture et à l'actualité. Un site Internet au contenu largement privatisé assure la discrétion à ses membres, qui ont chacun leur compte.